

CULTURE: 14p. 16-20...
projets + culture: pp. 52-67-

PROGRAMME D'ACTION TRIENNAL DU MIJESCAFOP

I. CONTEXTE GENERAL

Le pays sort à peine de la situation d'urgence imposée par les horreurs de guerre et de génocide. Il entre dans une phase qu'on voudrait de « *développement* » en mobilisant toutes les ressources à cette fin.

En considérant la phase d'urgence ou si l'un préfère, la période de « *stabilisation* » à la fois comme expérience et base d'édification d'un développement futur, le Rwanda voudrait redéfinir ses approches de développement en tenant compte de trois critères essentiels : endogénéité, participation et intégration.

1. Endogénéité

Deux grands maux de l'économie du Rwanda sont la domination et l'extraversion. La domination par des capitaux extérieurs met le pays dans une sorte de dépendance permanente. D'où la difficulté d'opérer ses propres choix et les assumer.

Notre économie est extravertie, c'est-à-dire, tournée vers l'extérieur, tant pour sa survie qu'au niveau même de sa structure. Dans ce contexte, il est impossible de parler de développement en partant d'une base totalement non contrôlée par les bénéficiaires.

L'endogénéité voudrait que les Banyarwanda acquièrent une maîtrise de leurs ressources internes et potentialités locales et en opèrent une valorisation maximale en vue de leur développement autocentré.

2. Participation

Il y a souvent déphasage entre la conception des politiques au niveau central et leur application aux niveaux décentralisés. Ce déphasage résulte du fait que les exécutants et / ou les bénéficiaires ne prennent pas part à la conception et n'intègrent pas nécessairement les politiques telles que définies au niveau conceptuel.

Le développement participatif intègre d'abord les données et les desiderata de la base pour les transformer en politiques exécutoires par et pour la base.

3. L'intégration

L'intégration suppose une interdépendance, une interaction et une complémentarité des secteurs de la vie nationale. Elle suppose des échanges intra et intersectoriels ainsi qu'une articulation de ces secteurs dans une relation toujours dynamique.

La situation désirée commande un certain nombre de pré-requis de nature à définir et à faciliter la démarche. C'est en fait ce que nous laisse la période de stabilisation qu'on a aussi appelée la « phase d'urgence ».

En effet, la consolidation de l'appareil étatique est effective, la population se prend de plus en plus en charge ; la monnaie connaît une stabilité relative ; la croissance économique est un fait et le pouvoir d'achat croît bien que le panier de la ménagère reste très déphasé par rapport au SMIG. Sur le plan social, le retour massif des réfugiés contribue positivement à la stabilité en même temps qu'il constitue un apport important dans l'augmentation du capital social valorisable. Tout donc laisse entrevoir une base nécessaire pour l'amorce d'un développement intégral.

La situation actuelle ne va cependant pas sans contraintes : le contexte général d'après génocide, l'épineux problème foncier et une économie de subsistance.

1. Le contexte d'après génocide

Le génocide au Rwanda, aboutissement d'un long processus de « Hutification » du pouvoir, d'exclusion, de négation et même d'annihilation de la vie des Tutsi, fait désormais partie de la mémoire collective des Banyarwanda. Son caractère unique et récent est à la base des difficultés actuelles : Les plaies sont encore saignantes, les passions fraîches et les retombées graves. Malgré les efforts du gouvernement d'union nationale, on observe quelques relents de l'idéologie génocidaire, les morts n'ont pas encore tous recouverts leur dignité humaine ; la justice est loin d'être satisfaisante ; les rescapés ne sont pas encore réhabilités. Ces problèmes se posent avec acuité et les solutions tardent à venir.

2. Le problème foncier

Le retour massif des réfugiés de 1959 d'abord et de 1994 ensuite a entraîné une occupation anarchique des terres et des biens du Rwanda post-génocide. Les autorités ont difficile à démêler la situation. Les instructions données aux préfets et aux bourgmestres par les départements concernés rencontrent souvent une résistance sur terrain et ne peuvent être mises en application sans casse. Ce qui renforce les déchirures du tissu social déjà en lambeau.

3. Une économie de subsistance

Les principes d'une économie de marché sont loin de s'implanter dans l'esprit de beaucoup de Banyarwanda.

Les pouvoirs post-coloniaux ont développé une petite bourgeoisie urbaine parasitaire qui manipule toute la masse monétaire et contrôle presque exclusivement l'économie nationale. Rien n'a été fait pour développer dans la masse paysanne un « *esprit économique* » au sens moderne du mot. Les paysans ont été littéralement exploités aux fins d'engraisser une frange de privilégiés inféodés aux pouvoirs néo-coloniaux.

La non-valorisation de ce capital social (cette masse de producteurs - consommateurs) a complètement figé le développement du Rwanda et donné lieu à une domination et extraversion économique. D'où les disettes fréquentes dans certains coins du pays, d'où la stabilité artificielle de la monnaie, d'où la paupérisation des salariés de l'Etat, d'où la prolifération des formes de solidarités primaires, etc.

Ce sont là quelques conditions critiques de réalisation du plan d'action triennal. Mais ce dernier devrait justement contribuer à lever ces défis en apportant son concours à créer des conditions favorables aux changements qui s'imposent

Il importe donc et d'abord de bien spécifier la problématique des secteurs qui concernent le MIJESCAFOP, de définir clairement sa mission, ses politiques et stratégies en vue de préciser ses axes d'intervention et sa contribution concrète au développement du Rwanda.

II. PROBLEMATIQUE DES SECTEURS DU MIJESCAFOP

Dans la restructuration des ministères sociaux intervenue en mars 1997 le gouvernement a intégré dans le même ministère, la jeunesse, les sports, la culture, les arts et la formation professionnelle. Ainsi, le MIJESCAFOP obtient de facto le mandat de proposer et de mettre en oeuvre des stratégies pour faire de la Jeunesse, de la culture, des Sports et de la formation professionnelle des piliers de la stabilité sociale et du développement.

1. Jeunesse et Formation professionnelle

La Jeunesse de notre pays constitue un enjeu important en raison de son poids démographique, de sa capacité de produire et de son influence sur l'avenir proche du pays.

Sur le plan démographique, 27% de la population totale est représenté par les jeunes compris entre 14 et 25ans. Cette tranche d'âge représente plus de 40% de la population active. Parmi eux près d'un million n'ont aucune formation leur donnant accès à un métier et à un emploi. Ils dépendent donc des revenus de petites exploitations agricoles qui du reste ne diffèrent en rien d'un chômage déguisé. Par ailleurs, la dégradation de ces exploitations face à la croissance démographique est un grand facteur d'appauvrissement.

Les politiques inadéquates en matière de jeunesse des gouvernements antérieures ont conduit à un manque de plate-forme civique. Cela a contribué à aggraver les problèmes qui ont abouti à la guerre et au génocide en rendant encore plus difficile les conditions de vie des jeunes.

L'effritement du tissu social suite à ces événements a accru considérablement la vulnérabilité des jeunes et occasionné certains problèmes spécifiques tels que le phénomène des enfants de la rue.

2. Sport

Le mouvement sportif à tous les niveaux devrait impartir au citoyen ses valeurs de fair-play, saine compétition, respect de règlement, ouverture aux autres, esprit d'équipe poursuite de l'excellence. En ce sens, le Sport n'est pas une fin en soi mais bien un moyen de faire participer sa clientèle aux valeurs positives découlant de cette activité. Les activités sportives sont aussi des moyens excellents de communication et des foyers de solidarité.

Cependant ; le développement du Sport est confronté à l'insuffisance de moyens qui ne permet pas la réhabilitation et l'installation des infrastructures et l'acquisition des équipements en vue de faciliter la pratique du sport à un grand nombre de personnes. De plus, la carence de formateurs et des centres de formation sportifs est une raison de manque d'encadrement et donc du peu de pratique sportive par population.

3. Culture

La culture est à la fois un ensemble de valeurs, d'institutions et d'expressions héritées du passé et une dynamique en tant que renouvellement perpétuel, nourri par des options nouvelles et le contact avec le monde.

Dans son triple rôle à la fois constitutif, constructif et créatif, la culture se situe à trois niveaux de concepts, d'institutions et d'expressions. Depuis quelques décennies le discours et la pratique politique au Rwanda n'ont pas fait de la culture, le moteur de la vie individuelle et collective, moins encore le ciment des relations sociales.

Les anti-valeurs héritées de la colonisation et l'enseignement instauré par les missionnaires ont désagrégé les fondements culturels du Munyarwanda et ont jeté les bases d'une société dans laquelle les équilibres nécessaires se sont trouvés perturbés, voire anéantis. On a assisté à une véritable dépersonnalisation, car la colonisation des mentalités est la pire des colonisations. La caution la plus subtile, la caution la plus ultime de la colonisation, celle qui garantissait le plus l'état de fait, fut la colonisation culturelle. Comme quoi, les défis de la nouvelle approche culturelle sont énormes et leur poids écrasant.

Il est à reconnaître que des efforts ont été fournis pour pallier à cette problématique, mais beaucoup reste à faire tant au niveau de la définition de nouvelles approches qu'au niveau de leur planification et programmation de leurs mécanismes de coordination.

Fort de ce constat, il convient de redéfinir les objectifs politiques et stratégies du MIJESCAFOP.

III. OBJECTIFS, POLITIQUES ET STRATEGIES

I. Objectifs

Notre gouvernement a la responsabilité historique de sortir le pays du cycle de la violence instauré sous les régimes politiques précédents et qui a atteint son paroxysme avec le génocide et les massacre de 1994.

Pour cela, nous devons capitaliser les forces sociales, afin de lutter contre le génocide, de conforter la population dans son aspiration légitime à vivre en dignité, de rebâtir le pays et la société sur de nouvelles bases de paix et de développement durable. Notre société doit être expurgée des tares des haines et divisions connues sous des régimes antérieurs.

Tout en approfondissant sa coexistence avec d'autres particuliers le Munyarwanda doit recouvrir son identité propre et assumer sa propre histoire avec ses méandres et ses nuances spatio-temporelles. La maîtrise et la transformation de l'environnement du Munyarwanda par lui même sont les moyens essentiels de sa survie, de son bien-être et de sa participation au rendez - vous des nations.

Ainsi, en s'inscrivant dans cette ultime finalité le but visé par le MIJESCAFOP est ***d'assurer l'émergence d'une société rwandaise saine, productive, patriotique et désenclavée.***

2. Politiques

Les grandes orientations du MIJESCAFOP se fondent sur les grands thèmes politiques actuels c'est-à-dire, la réconciliation et la reconstruction, le MIJESCAFOP doit axer ses contributions à la plus grande satisfaction possible de la clientèle privilégiée. Il va sans dire que cette clientèle sera la majorité de citoyens qui concerne le ministère, c'est - à - dire la jeunesse vue dans son ensemble comme groupe social.

Le plan triennal devrait alors miser sur cette clientèle, sur la satisfaction de ses besoins et de ses attentes à l'intérieur d'un esprit de réconciliation et de reconstruction. Les orientations du MIJESCAFOP contribueront positivement aux racines essentielles à développer chez les jeunes, afin de cultiver chez eux un sentiment d'appartenance à notre nation, à apporter aux jeunes un présent rempli de valeurs et d'événements qui les rassemblent et à favoriser leur participation au monde nouveau tel que souhaité par l'ensemble de la population.

Cette priorisation de la jeunesse leur fera de la place dans ce mouvement de trois ans, en les sensibilisant, les reliant à des organisations enrichissantes et au développement en les mobilisant en tant que citoyens utiles et performants, et en pensant à eux dans les processus de relève.

En un sens, cette politique sera de *mettre en œuvre des mesures devra permettre à la jeunesse, d'acquérir une ouverture d'esprit, d'assurer sa propre subsistance et d'être utile à la nation*

Les orientations du MIJESCAFOP contribuent également à promouvoir les valeurs découlant des activités sportives et culturelles. Il faut concentrer les interventions dans ces domaines aux fins de positionner le sport et la culture à leur juste valeur, au sein de l'ensemble des secteurs de la vie nationale.

Il ne s'agit pas donc de faire le sport pour le sport ou la culture pour la culture, mais de promouvoir des valeurs au sein des structures qui soutiennent ces activités. Ces valeurs s'expriment en termes d'une libération du citoyen, libération des malformations psychosomatiques, libération des contingences historiques et du poids de l'ignorance de soi. La libération devient l'esprit des interventions du MIJESCAFOP en ce champ de responsabilité.

Ainsi la politique en ces secteurs sera *de faire des sports et de la culture, des leviers de paix individuelle et collective, d'identité nationale, de stabilité sociale et de développement.*